



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
41007 Blois Cedex

Blois, le 27/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUNCHA FRANCE SAS

22 Boulevard de l'Industrie
CS 13320
41000 Blois

Références : 2025-410
Code AIOT : 0010007018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement DUNCHA FRANCE SAS implanté 22, Boulevard de l'Industrie CS 13320 41033 Blois. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUNCHA FRANCE SAS
- 22, Boulevard de l'Industrie CS 13320 41033 Blois
- Code AIOT : 0010007018
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site DUNCHA à Blois est la fabrication de tubes d'injection diesel et essence pour les moteurs thermiques.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 09/05/2025, article R-181-46	Demande d'action corrective	2 mois
2	Dispositions générales - Condition de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 3.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 3.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Autosurveillance des rejets des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 9.2.1.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 8.1.5.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
10	Inventaires des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Consommation annuelle des solvants	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 8.1.5.3	Sans objet
8	Contrôle périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.3	Sans objet
11	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2025, article R-181-46				
Thème(s) : Situation administrative, Modification				
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.				
Constats : L'exploitant indique que la situation administrative a évolué depuis l'arrêté préfectoral du 24/01/2007 de l'exploitation. Entre autre, les seuils de ses rubriques ont évolué. A la demande de l'inspection des installations classées, voici les seuils actuels :				
Rubrique	Seuil de l'AP du 24/01/2007	Régime autorisé	quantités au 22/05/2025	Régime en vigueur
2560.2	549 kW	DC	700 kW	DC
2564.1.a	2 910 L	A	2 420 L	E

2565.2.a	6 750 L	A	3 200 L	E
2925.1	2,9k W	D	8 kW	NC

De plus, l'exploitant devra se positionner sur sa situation au regard des rubriques 1432, 2910 et 4330.

L'exploitant devra porter à connaissance du préfet la mise à jour de sa situation administrative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositions générales - Condition de rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

(...)

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. (...)

Constats :

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/01/2007 ne mentionne qu'un seul point de rejet concernant les carrousels de lavage. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'il y avait 3 points de rejets pour les carrousels de lavage (un par carrousels).

L'installation présente des points de rejets non présents dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 3.2.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique			
Prescription contrôlée :			
N° de conduit	Installations raccordées	Caractéristiques du rejet	Dispositif de traitement
1-5	Carroussels de lavage	Rejet en extérieur	Filtre incorporé dans le système d'aspiration
6	Lessiveuse SINA	Rejet en extérieur	/
/	Machines à laver ULA, ultrasons	Rejet dans l'atelier	Filtre incorporé dans le système d'aspiration
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que des changements ont eu lieu depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/01/2007.</p> <p>Les carroussels de lavage sont au nombre de 3, et représentent 3 points de rejets en extérieur.</p> <p>La lessiveuse SINA n'existe plus, et le conduit a depuis été bouché.</p> <p>Les machines à laver de l'atelier sont composées de machines à laver ULAA, ULA, UCA. Certaines d'entre elles fonctionnent avec des solvants, mais d'autres ne fonctionnent qu'avec de l'huile. Leurs rejets se font toute en intérieur (dans l'atelier). Un filtre est incorporé au système d'aspiration. L'exploitant a précisé que les machines qui utilisent des solvants sont 4 ULAA, 2 ULA et n'a pas été en mesure de préciser le nombre de machines UCA (mais au moins une dizaine).</p> <p>L'exploitant doit porter à connaissance du préfet les changements ayant eu lieu concernant ses installations de rejets atmosphériques raccordées.</p>			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :			

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Installations	Composés	Valeur limite de rejet
<u>Installations de traitement de surface</u> : carrousel de lavage lessiveuse SINA	Alcalins, exprimés en OH ⁻	10 mg/m ³
<u>Installations de dégraissage par solvants</u> : machines à laver ULA, machine à ultrasons	COV, exprimée en carbone total	75 mg/m ³

Le flux annuel des émissions diffuses des COV ne doit pas dépasser 15% de la quantité de solvants utilisée.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les deux derniers rapports de mesures des rejets atmosphériques, effectuées par l'APAVE du 19 au 21 juin 2023, et du 19 au 21 juin 2024.

L'ensemble des mesures de composés alcalins pour les carrousels C, D et F sont conformes aux valeurs limites d'émissions définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant.

L'ensemble des mesures de COV pour les machines à laver UCA, UCAA et ULA dont les mesures ont été effectuées sont conformes aux valeurs limites d'émissions définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de

justifier que l'ensemble des machines à laver utilisant des solvants ont fait l'objet de mesures des rejets atmosphériques.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'ensemble des installations de dégraissage sont conformes aux valeurs limites d'émissions fixées dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Autosurveillance des rejets des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 9.2.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

- Rejets des installations de traitement de surface

Paramètre	Fréquence	Type de suivi
Alcalins	Annuelle	Mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé

- Rejet des installations de dégraissage par solvants

Paramètre	Fréquence	Type de suivi
COV	Annuelle	Mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats des mesures de ses rejets atmosphériques, effectuées par l'APAVE les 19 et 20 juin 2023, ainsi que les 19 et 20 juin 2024.

Pour les installations de "traitement de surface" (carrousels de lavage C, F et D) mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, la concentration en alcalin (OH⁻) est bien mesurée annuellement pour les trois carrousels.

Cependant, les mesures des COV prescrites pour les installations de dégraissage par solvant ont été réalisées comme suit :

- En 2023 sur les installations : UCA T 1010A, UCAA T 368D, UCAA T1000B, UCAA T1000C, ULA T 219 D, ULA T 219G
- En 2024 sur les installations : UCA T 1010A, UCAA T368D, UCAA T1000B, UCAA T1000C, ULA T219D

L'exploitant a indiqué qu'il ne mesure pas toutes ses installations de dégraissage par solvant chaque année. De plus, il n'a pas pu fournir une liste complète de ses installations de dégraissage, en précisant celles qui utilisent des solvants ou non.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation de son autosurveillance annuelle des émissions atmosphériques de COV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Consommation annuelle des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 8.1.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

La consommation annuelle de solvants de l'établissement est comprise entre 1 et 15 tonnes. L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis son plan de gestion des solvants, qui indique une consommation de 4,58 t de produits contenant des solvants pour l'année 2024.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 8.1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Le PGS de l'établissement est établi conformément au guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants édité par l'INERIS (rapport final de décembre 2003). Les masses mises en oeuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants.
Constats : Les masses mises en oeuvre dans le PGS ne sont pas exprimées en tonne de solvants mais en litre. Par ailleurs, l'exploitant devra éclaircir sa position relative aux émissions des machines de dégraissage au sein de l'atelier. Celles-ci sont mesurées, mais d'une part l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si l'ensemble des machines utilisant des solvants étaient mesurées ou non, et d'autre part, ces rejets se faisant dans l'atelier, si elles sont considérées dans le PGS comme des rejets canalisés ou non. Ces rejets doivent apparaître de manière claire dans le PGS. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan de gestion des solvants établi conformément au guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants édité par l'INERIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Contrôle périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies
Prescription contrôlée : (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats :

Le certificat Q18 réalisée le 22 juillet 2024 par APAVE mentionne que l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie. Le précédent contrôle avait eu lieu le 9 juin 2023. L'exploitant a indiqué avoir traité en interne les observations relevées dans le rapport de vérification périodique des installations. Les observations relevées sont entrées dans le logiciel ERP; puis traitées par l'équipe de maintenance.

Ce certificat est accompagné d'un compte-rendu Q19 de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge qui a été réalisé le 23 juillet 2024. Ce rapport précise l'absence d'anomalie.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normale des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Il distingue 3 types de zones :

- Les zones à risque permanent ou fréquent,
- Les zones à risque occasionnel,
- Les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de

secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant ne possède pas de plan des dangers. L'exploitant indique pourtant qu'il a fait réaliser un zonage ATEX par l'entreprise ACANTHE en 2023, qui conclut à l'identification de 2 zones ATEX au sein du site. De plus, d'autres zones semblent aussi particulièrement à risque incendie, comme le parc à huile, ou encore la zone de stockage des huiles au sein des ateliers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Inventaires des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées
Constats : La gestion des stocks de l'installation se fait via un logiciel, Silver, accessible à distance. La liste des produits et leur quantité sont accessible par magasin. Les FDS sont accessibles via ce logiciel. Le logiciel est mis à jour quotidiennement. Cependant, lorsque le logiciel affiche les produits présents dans une zone, le risque ou catégorie de produits ne s'affichent pas. L'exploitant précise que la donnée est présente dans le logiciel, mais que la requête n'est pas au

point.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un inventaire à jour des substances ou matières dangereuses présentes dans l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies

Prescription contrôlée :

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Constats :

Les extincteurs sont vérifiés annuellement par la société DESAUTEL, société avec laquelle l'exploitant a également un contrat de maintenance. Le dernier contrôle a été effectué le 13 février 2025. Le contrôle mentionne l'ensemble des vérifications réalisées soit 92 extincteurs et 9 RIA, auxquels s'ajoutent 13 extincteurs qui ont été changés/ajoutés. Le rapport précise également l'ensemble des opérations réalisées et des pièces détachées remplacées, et l'ensemble des changements prévisionnels pour 2026.

Les poteaux incendie situés en dehors du site sont vérifiés périodiquement par la commune. L'exploitant demande tous les ans la vérification à la commune. L'exploitant a été en mesure de présenter le contrôle périodique pour l'année 2024, qui indique que les trois poteaux présentent bien chacun un débit de 60m³/h. Le rapport n'indique pas si ces débits sont disponibles en simultané.

Le système de sécurité incendie est vérifié semestriellement par la société DESAUTEL. Le dernier contrôle a été effectué le 31 mars 2025. Celui-ci n'appelle pas de commentaire.

L'exploitant a également précisé qu'un exercice incendie était réalisé tous les 6 mois.
Lorsque l'alarme incendie se déclenche, celle-ci appelle en premier lieu l'équipe de maintenance.
Sans réponse au bout de 5 minutes, l'alarme appelle veritas, qui effectue une levée de doute via caméra ou appelle les pompiers.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite